

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

LIBRE DÉBAT

Le déficit de communication des institutionnels de la Sécurité sociale

M. Belhout Saïd, fidèle lecteur du Soir d'Algérie, traite dans ce «Libre débat» de deux thèmes. Le premier, qui est d'actualité, aborde la communication, ô combien désastreuse, des institutionnels de la Sécurité sociale — tant du ministère que des organismes sous tutelle. Le deuxième thème est une proposition face à la faillite financière de la CNR (Caisse nationale des retraites) : l'introduction d'une contribution sociale généralisée (CSG, créée en France il y a plus de 20 ans), renflouer durablement le financement de la Sécurité sociale.

Monsieur le ministre en charge de la Sécurité sociale, messieurs les chargés de la communication des organismes de sécurité sociale, messieurs les responsables des cellules d'écoute de ces organismes, agissez pour le droit indépendant, avec les personnes loyales et contre le préjudice conséquent, avec une bonne volonté et le dévouement au profit de la grande masse des salariés et des retraités qui, pour la plupart, méconnaissent leurs droits et qui sont victimes de l'incommunication de la part des préposés pour ces services de communication, d'écoute et de médiation.

Cette observation est très utile pour ceux à qui cela peut paraître futile et qui sont toujours là, distraits et sans la moindre inquiétude vis-à-vis des pauvres citoyens

qui ne savent plus à quel saint se vouer. De nos jours, cet aspect de négligence et de l'impunité ne cesse de s'aggraver, et ce, à travers tous les organismes administratifs et malgré toute cette technologie de l'informatique.

Hélas, les écrits, les courriels pour lesquels aucune réponse ne sera donnée de même pour les réclamations au niveau même des services administratifs le plus souvent, on est en présence d'abus d'autorité, de manque de respect avec un langage dévalué, sans qu'ils sachent que pour tout devoir d'écrire, il y a un droit de réponse. Ce manquement à cette discipline est justifié aussi par le niveau d'instruction en particulier des agents de la Cnas qui ne sont pas en mesure de rédiger une réponse. Conclusion : tout le



courrier des citoyens va droit dans le tiroir des oubliettes.

Je rédige ce message pour attirer l'attention de messieurs les responsables des administrations pour qu'il y ait un peu plus de discipline et pour améliorer cet aspect péjoratif de nos administrations, afin qu'il y ait de meilleures prestations de service

à l'avenir et un modernisme comme c'est le cas sous d'autres cieux. Sachant aussi que cela ne demande pas de voir la face cachée de la lune, mais des hommes de compétence pour plus de performance. A voir ces vieillards, ces vieilles, ces veuves, ces assurés analphabètes courir à longueur de jour-

née, la question que je me pose est : comment ces responsables peuvent avoir cette insensibilité pour ne s'inquiéter de rien ? A bon entendeur... Mon message s'adresse à toutes les administrations algériennes.

Apporter une issue à cette crise

Avec tous les sentiments et les remerciements pour l'équipe du *Soir d'Algérie* pour sa page «Retraite» qui a ouvert une voie pour la communication contre l'incommunication. J'entre dans le vif de mon sujet : la CSG. qui s'explique par «Contribution sociale généralisée», comme sous d'autres cieux, très exactement en France. De nos jours et face à toute cette crise sociale, la Contribution sociale généralisée est indispensable. Il faut taxer les riches et aussi les salaires bien gonflés des membres du gouvernement, des députés, des ministres, des membres du Sénat, les membres du FCE (Forum des chefs d'entreprise, patronat), etcet pas uniquement imposer des augmentations des cotisations et sur les produits de large consommation qui tourmentent au quotidien les citoyens. Il est souhaitable que nos dirigeants politiques cultivent un peu plus leurs idées en matière de politique sociale pour moderniser ce système et apporter une issue à cette crise.

M. Belhout Saïd

Plaidoyer pour une Contribution sociale généralisée ?

M. Belhout Saïd, dans «Libre débat» ci-contre, suggère de mettre en place une «contribution sociale généralisée» pour pérenniser le financement de la sécurité sociale.

De quoi s'agit-il ? La contribution sociale généralisée (CSG) est un impôt destiné à participer au financement de la protection sociale. Il a été créé en France par la loi de finances 1991. C'est un impôt assis sur l'ensemble des revenus des personnes résidant en France. La CSG concerne :

- les revenus d'activité (salaires, primes et indemnités diverses...);
- les revenus de remplacement

(pensions de retraite, allocations chômage, indemnités journalières...);

- les revenus du patrimoine (revenus fonciers, rentes viagères...);
- les revenus de placement (revenus mobiliers, plus-values immobilières...);
- les sommes engagées ou redistribuées par les jeux.

Elle est prélevée à la source sur la plupart des revenus, à l'exception des prestations sociales et familiales.

La CSG vise à diversifier le mode de financement de la protection sociale qui, avant la création de cet impôt, reposait essentiellement sur les cotisations sociales.

Ce système était devenu contestable en raison : d'un alourdissement du coût du travail ; d'un problème d'efficacité et de justice du prélèvement qui ne pesait que sur les revenus du travail ; d'un manque de légitimité car seuls les salariés cotisaient.

Or, la sécurité sociale s'est généralisée à tous les résidents en France. Le rendement de cette CSG est important (91,5 milliards d'euros en 2013, soit plus que l'impôt sur le revenu) et elle représente plus des deux tiers des impôts et taxes affectés à la protection sociale.

LSR

«Les portes du dialogue ouvertes», selon le ministre chargé de la Sécurité sociale

Les portes du dialogue restent ouvertes devant le partenaire social pour lui présenter les explications nécessaires sur le projet de loi sur la retraite et les préoccupations de l'action syndicale, a déclaré le ministre en charge de la Sécurité sociale, samedi 19 novembre, à la presse, en marge de la rencontre des directeurs de wilayas de l'emploi. Il a précisé que l'élaboration de ce projet de loi a été dictée par les «difficultés financières» de la Caisse nationale des retraites (CNR), avec l'objectif de «faire éviter toute crise éventuelle» et «assurer la viabilité et l'équilibre financier de la caisse tout en préservant les acquis des travailleurs».

Concernant l'appel des syndicats autonomes pour les associer à l'enrichissement du texte avant de le présenter devant le Parlement, le ministre a fait remarquer que cela n'était pas énoncé par la loi, soulignant l'existence de 65 syndicats de travailleurs inscrits. Le projet de loi amendant et complétant la loi 83-12 en date du 2 juillet 1983 relative à la retraite comporte l'annulation des dispositions de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge, institué en vertu de l'article 2 de l'ordonnance 97-13 datant du 31 mai 1997 amendant et complétant cette loi. Evoquant les dispositions relatives aux métiers pénibles, le ministre du Travail a rappelé que la liste de ces métiers sera établie en vertu d'un décret exécutif après vote du projet par le Parlement. Il a annoncé, d'autre part, que le projet de loi sur le travail ne figurait pas à l'ordre du jour.

LES SYNDICATS AUTONOMES

Nouvelle offensive contre la suppression de la retraite avant 60 ans

Les syndicats autonomes — principalement issus de la fonction publique — sont plus que jamais décidés à s'opposer à la suppression de la retraite avant 60 ans. Après leurs grèves d'octobre, et à l'issue de leur réunion bilan

du 29 octobre, ils en ont programmé 2 nouvelles pour ce mois-ci, de 3 jours chacune, la première a démarré hier, lundi 21 novembre.

Ils ont envisagé aussi des regroupements aux mêmes dates, sur le plan

régional, et un rassemblement devant l'APN le 27 novembre, jour de l'entame des débats sur le projet de loi par les députés. Ils ont même prévu une 2^e grève, toujours de 3 jours, et ce, dès le début de la semaine prochaine.